

Le partage des richesses, c'est maintenant !

14 décembre 2018

communiqué

Le partage des richesses, c'est maintenant !



Le mouvement social dit des « gilets jaunes » est un mouvement exceptionnel tant dans sa durée que dans sa popularité.

C'est l'explosion d'une colère légitime qui couvait depuis longtemps et réplique à l'injustice sociale et fiscale perpétrée par un pouvoir aux mains d'une classe toujours plus violente et méprisante. Elle a aussi aidé la jeunesse à sortir dans la rue pour s'opposer aux réformes injustes et défendre un droit à une éducation publique, égalitaire et pour tous les jeunes, français ou étrangers.

Ce sont des combats qui dénoncent les fins de mois difficiles qui commencent les 15 voire les 10 et portent l'urgence du partage des richesses.

La détermination des « gilets jaunes » a contraint Macron à déployer une communication fumeuse dans l'espoir de faire taire la révolte.

Seulement, ses mesures énoncées lundi soir ne règlent pas la question du partage des richesses ! Au contraire, elles ne font qu'aggraver l'injustice sociale en faisant payer la note en particulier aux fonctionnaires et aux services publics tout en épargnant les riches et le capital.

En effet, alors que la population se révolte, la classe dirigeante, au même moment, dans les ministères et au sénat, poursuit ses projets politiques de casse : attaque contre nos retraites, gel du point d'indice, application de 3 jours de carence aux fonctionnaires, remise en cause des 35h, suppression de l'« exit tax » (impôt de lutte contre l'évasion fiscale)...

Ces mesures viennent aggraver une situation déjà intenable en particulier dans la fonction publique territoriale où le salaire médian est le plus bas du salariat, la précarité énorme et où les temps partiels imposés, le plus souvent aux femmes, sont très importants.

Nous proposons donc à toutes et tous les agent.es de la fonction publique territoriale à entrer dans la lutte. Des préavis de grève sont déposés chaque jour par SUD CT et Solidaires Fonction Publique.

Nous appelons à provoquer des assemblées générales dans toutes les collectivités et à mettre à l'ordre du jour les grèves et les manifestations sur des bases revendicatives claires :

- Pour des services publics accessibles sur tout le territoire.
- Pour un salaire minimum à 1700€ net, une augmentation de 400€ pour toutes et tous par la hausse du point d'indice, aucun revenu au-dessous du seuil de pauvreté, abandon de la hausse de la CSG sur toutes les retraites
- Pour la justice fiscale : abandon de la flat tax et rétablissement de l'ISF, abandon du CICE, un impôt sur le revenu vraiment progressif
- Lutte impitoyable contre l'évasion fiscale
- Pour l'égalité de toutes et tous, de vraies mesures contre les discriminations
- Pour la transition écologique, soutien à la rénovation des logements, taxer les plus gros pollueurs : entreprises, transports aériens, maritimes et routiers, et à des alternatives écologiques d'ampleur
- La démission de Macron, de son gouvernement et la construction d'une nouvelle organisation du pouvoir contrôlée par la population.

La Fédération SUD Collectivités Territoriales appelle aux manifestations du samedi 15 décembre, aux côtés des gilets jaunes et aux mouvements intersyndicaux, notamment ceux du mardi 18 décembre.

Lyon, le 14 décembre 2018

Fédération SUD Collectivités Territoriales

10 rue Philippe de Girard - 75010 PARIS
tel : 01 46 33 53 52 - mail : feder@sud-ct.fr - www.sud-ct.fr

Le partage des richesses, c'est maintenant !



Le mouvement social dit des « gilets jaunes » est un mouvement exceptionnel tant dans sa durée que dans sa popularité.

C'est l'explosion d'une colère légitime qui couvait depuis longtemps et réplique à l'injustice sociale et fiscale perpétrée par un pouvoir aux mains d'une classe toujours plus violente et méprisante. Elle a aussi aidé la jeunesse à sortir dans la rue pour s'opposer aux réformes injustes et défendre un droit à une éducation publique, égalitaire et pour tous les jeunes, français ou étrangers

Ce sont des combats qui dénoncent les fins de mois difficiles qui commencent les 15 voire les 10 et portent l'urgence du partage des richesses.

La détermination des « gilets jaunes » a contraint Macron à déployer une communication fumeuse dans l'espoir de faire taire la révolte.

Seulement, ses mesures énoncées lundi soir ne règlent pas la question du partage des richesses ! Au contraire, elles ne font qu'aggraver l'injustice sociale en faisant payer la note en particulier aux fonctionnaires et aux services publics tout en épargnant les riches et le capital.

En effet, alors que la population se révolte, la classe dirigeante, au même moment, dans les ministères et au sénat, poursuit ses projets politiques de casse : attaque contre nos retraites, gel du point d'indice, application de 3 jours de carence aux fonctionnaires, remise en cause des 35h, suppression de l'« exit tax » (impôt de lutte contre l'évasion fiscale)...

Ces mesures viennent aggraver une situation déjà intenable en particulier dans la fonction publique territoriale où le salaire médian est le plus bas du salariat, la précarité énorme et où les temps partiels imposés, le plus souvent aux femmes, sont très importants.

Nous proposons donc à toutes et tous les agent.es de la fonction publique territoriale à entrer dans la lutte. Des préavis de grève sont déposés chaque jour par SUD CT et Solidaires Fonction Publique.

Nous appelons à provoquer des assemblées générales dans toutes les collectivités et à mettre à l'ordre du jour les grèves et les manifestations sur des bases revendicatives claires :

- Pour des services publics accessibles sur tout le territoire.
- Pour un salaire minimum à 1700€ net, une augmentation de 400€ pour toutes et tous par la hausse du point d'indice, aucun revenu au-dessous du seuil de pauvreté, abandon de la hausse de la CSG sur toutes les retraites
- Pour la justice fiscale : abandon de la flat tax et rétablissement de l'ISF, abandon du CICE, un impôt sur le revenu vraiment progressif
- Lutte impitoyable contre l'évasion fiscale
- Pour l'égalité de toutes et tous, de vraies mesures contre les discriminations
- Pour la transition écologique, soutien à la rénovation des logements, taxer les plus gros pollueurs : entreprises, transports aériens, maritimes et routiers, et à des alternatives écologiques d'ampleur
- La démission de Macron, de son gouvernement et la construction d'une nouvelle organisation du pouvoir contrôlée par la population.

La Fédération SUD Collectivités Territoriales appelle aux manifestations du samedi 15 décembre, aux côtés des gilets jaunes et aux mouvements intersyndicaux, notamment ceux du mardi 18 décembre.

Lyon, le 14 décembre 2018

Fédération SUD Collectivités Territoriales

70 rue Philippe de Girard - 75018 PARIS
tel : 01 40 33 85 02 - méi : fedesudct@gmail.com - www.sud-ct.fr

- Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Actualités >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/Le-partage-des-richesses-c-est-maintenant>